

« Une pollution dangereuse »

Daniel Vigier, trésorier de la Fédération de la Région Auvergne pour la Nature et l'Environnement (FRANE), a animé une réunion d'information sur Landis + Gyr et All'Chem, samedi.

Gaëlle Chazal

goelle.chazal@centrefrance.com



ACTION. « Si le recours amiable n'aboutit pas, on passe à des actions judiciaires », indique Daniel Vigier.

■ **Quel est votre rôle dans le suivi des pollutions ?** Je fais partie des Commissions de Suivi de Sites Seveso (CSS), pour la Fédération de la Région Auvergne pour la Nature et l'Environnement. Il s'agit de réagir quand il y a des atteintes à l'environnement ou à la nature. Cela m'a amené à approfondir les dossiers touchant aux pollutions chimiques.

■ **Comment doit-on agir justement ?** Il y a d'abord une première chose à faire : se réunir et recueillir des faits précis : on est malade, ou une atteinte est portée à la nature ou à l'environnement, il y a donc quelque chose d'anormal... Tout ceci permet de bâtir un dossier. Puis, il faut agir : c'est-à-dire contacter l'administration, les collectivités locales et l'industriel concerné en mettant en œuvre un recours amiable. Si ce recours amiable n'aboutit pas, on passe à des actions judiciaires.

■ **Vous vous penchez actuellement sur le problème de la pollution de Landis + Gyr ?** J'ai eu quelques éléments du dossier. L'usine a suspendu ses activités antérieures en 1994. La pollution du sol a été reconnue il y a dix-huit ans. On a toujours ce problème en 2013. J'ai l'impression que ce qu'il y a sous nos pieds, au fur et à mesure qu'on regarde, est de plus en plus étendu et de plus en plus profond. Il semble que ce soit une pollution assez dangereuse car elle concerne des produits, à ce jour, reconnus par la

réglementation française et européenne comme des produits toxiques et dangereux, à usage interdit sauf dérogations particulières.

■ **Vous prévoyez de rencontrer la direction de Landis ?** Nous sommes demandeurs pour rencontrer les responsables de Landis + Gyr, ceci en toute courtoisie.

■ **Vous suivez aussi le dossier All'Chem ?** Oui, car là aussi il y a un petit problème. C'est une usine chimique qui travaille avec un certain niveau de risques.

Or, juste en lisière de l'usine, il y a la Halle des sports. Elle peut accueillir jusqu'à cinq cents personnes en cas de rencontres sportives, ceci très souvent. Dans ce cas, s'il se produit une fuite chimique avec des personnes à l'intérieur sur les gradins, selon notre hypothèse, il y a un risque sérieux d'avoir une panique. Car qui dit pollution chimique dit gaz suffocant. On peut craindre des bousculades, des dommages corporels, des problèmes pour les personnes à mobilité réduite, des accidents de voitures... Il faut donc mettre en place des mesures sérieuses pour remédier à cet état de panique. D'autant que les matches se jouent souvent le soir avec beaucoup de monde et à ce moment-là, les responsables de l'usine ne sont pas toujours présents.

■ **Et le dossier Adisseo... ?** Il y a un problème sanitaire, notamment de cancer du rein avec trente-cinq personnes concernées. C'est un combat pour faire reconnaître la responsabilité de l'activité. Je rencontre chaque année la direction lors des commissions CSS et on découvre de nouvelles choses au fur et à mesure. ■